

Appel à communication

Economie sociale et solidaire, territoire et politique : regards croisés

Colloque international

Lieu : Sciences Po Bordeaux

Dates : 29-30 novembre 2007

Organisateur : colloque international organisé par le SPIRIT, Science politique, Relations internationales et Territoire, UMR 5116 du CNRS, Sciences Po Bordeaux.

Institutions et laboratoires partenaires :

- SPIRIT (Science Politique, Relations Internationales, Territoire) UMR 5116 du CNRS.
- Sciences Po Bordeaux
- DIIESES (Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation et à l'économie sociale)
- Programme communautaire Equal
- Groupe « Local et politique » de l'Association Française de Science Politique

- Responsables scientifiques :

Comité scientifique local :

- Thierry Berthet : chargé de recherche au CNRS-SPIRIT
- Laure Gayraud : ingénieur d'études CEREQ au SPIRIT
- Xabier Itçaina : chargé de recherche au CNRS-SPIRIT
- Soizic Lelièvre : CRESS Aquitaine
- Vincent Paillart : directeur CRESS Aquitaine
- Andy Smith : directeur de recherche FNRS-SPIRIT
- Claude Sorbets : directeur de recherche CNRS-SPIRIT
- Sébastien Ségas : chargé d'études CEREQ au SPIRIT

Comité scientifique élargi :

- Stéphane Cadiou (Maître de conférence, Université de Nice, ERMES)
- Caitriona Carter (Senior lecturer, University of Edinburgh)
- Marius Chevalier, doctorant, CERISES (Centre Européen de Ressources sur les Initiatives Solidaires et les Entreprises Sociales), Université Toulouse le Mirail
- Danièle Demoustier, Professeur d'économie, ESEAC (Equipe de socio-économie associative et coopérative), équipe de recherche, Sciences Po Grenoble.
- Giulio Ecchia, Faculté de sciences économiques de Forlì, Université de Bologne.
- Annie Gouzien, Ingénieur de recherche LESSOR (Laboratoire d'économie et de sciences sociales de Rennes), équipe d'accueil EA 2614, Université de Rennes II
- Henry Noguès. Professeur d'économie LEN-CEBS (Laboratoire d'économie de Nantes, Centre d'économie des biens sociaux), Université de Nantes.
- Daniel Rault, DIIESES
- Nadine Souchard (chercheuse associée RESO, Collège coopératif de Bretagne)

Présentation générale

Le colloque est organisé par le laboratoire SPIRIT, Science Politique, Relations Internationales, Territoire (UMR 5116 du CNRS, ex-CERVL) et se tiendra sur deux jours à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux. Cette manifestation est articulée sur le projet de recherche du SPIRIT mené dans le cadre du programme de recherche sur l'économie sociale et solidaire lancé en 2006-2007 par la Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation et à l'économie sociale. Outre les participants à ce programme, pour qui ce colloque constituera le débouché naturel de leurs travaux, cette manifestation entend ouvrir très largement ses portes à des contributions émanant d'horizons disciplinaires, thématiques et géographiques divers, retenus sur la base du texte de problématique du colloque.

Echéancier

L'appel à communication sera finalisé et diffusé en février 2007. Les intentions de contributions, sous la forme d'un texte de 3000 à 5000 signes, espaces compris, devront être adressées au comité d'organisation avant le 15 avril 2007. Le comité scientifique procédera ensuite à la sélection des présentations.

Les propositions de communication sont à faire parvenir à Xabier Itçaina (SPIRIT, Sciences Po Bordeaux) à l'adresse suivante :
x.itcaina@sciencespobordeaux.fr

Les auteurs seront avertis de la décision du comité scientifique début mai 2007. Les textes des contributions acceptées devront être envoyés avant le 15 septembre 2007. Les normes de présentation des textes seront précisées aux communicants en avril.

Participation

Le financement par les organisateurs des frais de déplacement et d'hébergement des participants au colloque sera fonction du budget final.

Langues

Les langues de travail du colloque seront l'anglais et le français.

Problématique

Ce colloque est organisé par l'équipe de recherche Territoire, Action publique, Société du laboratoire de science politique SPIRIT (Science Politique, Relations Internationales et Territoire)¹. Il entend s'inscrire dans le fil du renouveau des études sur l'économie sociale et solidaire depuis quelques années. Outre la tradition déjà ancienne de travaux français en la matière, ces dernières années ont vu l'éclosion de recherches portant sur la dimension territoriale de l'économie sociale et solidaire, notamment dans la continuité du programme de

¹ A compter du 1er janvier 2007, l'UMR 5116 du CNRS CERVL, Pouvoir, Action publique, Territoire, devient le SPIRIT, cette réorganisation comprenant notamment l'intégration d'une équipe de recherche en relations internationales.

recherche DIES-MiRe lancé en 2000 sur l'économie sociale et solidaire en région (Chopart, Neyret, Rault, 2006). Les colloques tenus à Rennes en 2002 autour des Chantiers de l'économie sociale et solidaire, à l'IEP de Grenoble en juin 2006 sur le thème Economie sociale et solidaire en Europe : quel avenir ?, les Rencontres de l'économie sociale Atlantique, témoignent d'une convergence des questions de recherche autour de l'articulation du local et du global pour ces expériences se réclamant d'une conception alternative du lien économique. La place accordée à la réflexion territoriale lors du Congrès de l'International Society for Third Sector Research et du réseau EMES à Paris en 2005 a illustré, plus largement, l'internationalisation de cette question. La science politique, de son côté, continue d'actualiser constamment la réflexion sur le territoire, le colloque Territoires, territorialité, territorialisation : et après ? prévu à Grenoble le 7-8 juin 2007 en étant l'une des illustrations.

Le SPIRIT, laboratoire de science politique de l'IEP de Bordeaux, s'est engagé depuis quelques années sur la thématique de recherche de l'économie sociale et solidaire, d'abord via une étude monographique régionale (Itçaina, Sorbets, Lafore, 2004), puis sur plusieurs programmes de recherche nationaux et européens. L'économie sociale et solidaire constituait, du même coup, un objet neuf pour un centre de recherche mobilisé depuis longtemps sur une approche politologique du territoire. Le colloque intercentres de l'IEP de Bordeaux consacré aux régimes territoriaux et au développement économique en décembre 2005 témoigne de l'inclusion de la problématique de l'économie sociale et solidaire dans une discussion interdisciplinaire plus large sur les conditions économiques, mais aussi sociales, culturelles et politiques des formes du développement économique. A cette occasion, la notion de « régime territorial » a été mobilisée afin, une fois appliquée au développement économique territorial, d'appréhender au mieux certaines des dimensions constitutives des nouvelles modalités de l'action publique territorialisée : la confiance entre acteurs, les modalités de la régulation systémique et la définition de problèmes publics (Itçaina, Palard, Ségas, 2007).

L'ensemble de ces travaux réinterroge deux catégories d'analyse : celle de champ de l'économie sociale et solidaire, dont le postulat d'unité constitue un débat en soi, celle de territoire, dont l'usage trop laxiste risque d'affecter le caractère heuristique. Dans ce contexte scientifique, le présent colloque s'assigne un double objectif. Il entend d'une part mobiliser les études, à la fois théoriques et empiriques, sur les interactions entre économie sociale et territoire, en privilégiant une approche comparative européenne. La dimension comparatiste prendra en considération les différents niveaux territoriaux, en accordant cependant une préférence à la comparaison interrégionale. Le deuxième objectif est de préciser les conditions du dialogue interdisciplinaire qui se développe depuis plusieurs années autour de l'économie sociale et solidaire. On s'interrogera en particulier sur l'apport des politistes dans un champ généralement fréquenté par les sociologues et les économistes, et qui constitue encore en grande partie un « objet politique non identifié » (Martin, 2002). La perspective plus générale est de contribuer au débat théorique et au dialogue transdisciplinaire entre sociologie économique et sociologie du politique. On sait combien l'entrée par la variable territoriale a pu fournir un terrain fertile à des interrogations croisées en termes de dynamiques de proximité (Gilly, Dupuy, Lung), d'externalités positives des territoires (Benko, Pecqueur), d'économie districale (Bagnasco, Trigilia), de gouvernance des relations économiques dans une perspective en termes de « institutionnalisme territorial » (Carter, Smith) ou encore d'influence culturelle sur le développement économique (Palard). De la sorte doit être poursuivi un débat constamment réactualisé entre politistes, économistes et sociologues, en particulier autour de la notion de « régime territorial ». L'entrée par l'économie sociale et solidaire permet d'avancer d'un cran dans ce dialogue, tant les systèmes de valeur et les intérêts en jeu exigent une perspective multidisciplinaire.

Ce colloque s'organisera autour de quatre grandes questions, qui sont autant d'axes de réflexion classiques pour les politistes mais très ouverts dans leur formulation : cultures politiques (polity), formes du militantisme (politics), politiques publiques (policy) et dynamiques d'eupéanisation. Loin de restreindre le champ disciplinaire à la seule science politique, ces entrées entendent constituer au contraire une invite à une double ouverture, à la fois disciplinaire et géographique. Les contributions théoriques et empiriques seront les bienvenues.

1. Matrices territoriales et genèses de l'économie sociale et solidaire.

Un premier niveau d'analyse concerne le lien entre les organisations d'économie sociale et solidaire et leurs matrices territoriales. Pourquoi trouve-t-on une concentration particulière de coopératives, de mutuelles ou d'associations dans telle région ? Pourquoi a-t-on des relations fluides entre régulation publique et économie sociale et solidaire dans tel territoire, beaucoup plus conflictuelles ou étanches sur tel autre ? Quels ont été les processus de construction socio-économiques de l'économie sociale et solidaire ? Ces interrogations, empruntées en grande partie à la sociologie économique (Lévesque, Bourque, Forgues, 2001) sont tout aussi pertinentes pour la science politique : réfléchir en termes de matrices territoriales revient, en grande partie, à interroger les cultures politiques en présence. La culture politique, dans son acception la plus générale, est « constituée de connaissances et de croyances permettant aux individus de donner sens à l'expérience routinière de leur rapport au pouvoir qui les gouverne et aux groupes qui leur servent de références identitaires » (Braud, 2004, p. 257). Ces représentations peuvent constituer un socle de valeurs communément partagées, qui sont à même de se cristalliser sur des territoires. En matière d'économie sociale et solidaire, le cas italien, par exemple, prend valeur de paradigme tant la congruence entre les formes régionalisées du coopérativisme et les subcultures catholiques et socialo-communistes est restée prégnante jusqu'à nos jours (Bagnasco, 1993) (Ritaine, 1989). Le repérage de traditions coopératives ou mutuellistes dans les monographies régionales du programme de recherche MiRe-DIES autour de l'économie sociale et solidaire en région ouvre également des pistes intéressantes en ce sens². Ce premier axe s'attachera à comparer les généalogies territoriales des usages de l'économie sociale et solidaire, que cette approche soit problématisée en termes de « dispositions héritées à coopérer », de « capital social des territoires », de « matrice territoriale », de « subcultures politiques, sociales et religieuses », etc. En outre, en prenant acte que « les groupes sociaux forment, déforment, reforment, de période en période, des patrimoines qui leur sont spécifiques, en vue d'assurer la permanence de leur identité dans le temps et dans l'espace » (Barrère, Barthélémy, Nieddu, Vivien, 2005), cet axe pourrait être complété par un questionnement sur la capacité des organismes de l'ESS à contribuer au renouvellement des matrices territoriales à partir desquelles elles se sont développées. Les controverses scientifiques autour des usages de ces notions (Ritaine, 2001) feront également l'objet d'un examen, en tant qu'elles sont particulièrement propices au dialogue entre économistes de la proximité, analystes des cultures politiques, sociologues et historiens du développement économique territorial.

² Voir, parmi bien d'autres exemples, le poids des « matrices territoriales et historiques distinctes » qui expliquent en partie un développement distinct de l'économie sociale à Mulhouse et à Besançon (Bessette, Guinhard, Goutas, 2003), ou encore les travaux d'Annie Gouzien sur la socio-économie maritime bretonne (Gouzien, 2007).

2. Les constructions territorialisées du militantisme social et solidaire.

En tant qu'organisations, les groupements de personnes que sont les structures de l'économie sociale et solidaire constituent des expériences d'application en interne de principes hautement politiques. Liberté d'adhésion, non lucrativité individuelle, gestion démocratique, utilité collective ou sociale, mixité des ressources : comment ne pas voir dans ces principes fondateurs la marque d'un transfert à l'échelle organisationnelle de représentations du politique marquées en valeurs ? En ce sens, les organisations d'économie sociale et solidaire constituent-elles des protestations intégrées par le système capitaliste globalisé ? L'ajustement à la contrainte extérieure - le marché - est compensé par une traduction en principes internes d'un système de valeur reposant sur le mutuellisme, la réciprocité et l'idéologie démocratique. Le politiste, outre le repérage de ces valeurs d'origine, s'interrogera sur la portée de l'application de ces principes en se focalisant sur les mécanismes décisionnels et participatifs au sein de l'organisation, sur l'émergence de leaderships, voire de logiques qui peuvent contester implicitement l'idéologie participative ; en un mot, sur la transformation des phénomènes de pouvoir dans l'organisation.

Ces valeurs politiques sont portées par des militants. Si l'approche culturelle, qui peut sous-tendre l'entrée par les « matrices territoriales » suppose une acception souvent implicite de valeurs transmises par des mécanismes divers de socialisation, considérer les organisations de l'économie sociale et solidaire comme des mobilisations sociopolitiques implique une approche sensiblement distincte. Ici, l'idéologie prend le pas sur la culture³. En accordant la primauté à l'idéologie et aux répertoires d'action, les organisations de l'économie sociale et solidaire peuvent être considérées comme des traductions organisationnelles de mouvements sociaux à plus large surface sociale, comme intégrant une forme d'action collective concertée en faveur d'une cause (Neveu, 1996, p. 11). La science politique européenne a, ces dernières années, accordé indirectement une attention aux dimensions militantes de l'économie sociale et solidaire par le biais notamment d'études consacrées aux mobilisations altermondialistes (Agrikoliansky, Fillieule, Mayer, 2005 ; Agrikoliansky, Sommier, 2005). Les acteurs de l'économie sociale et solidaire, sur cet axe du colloque, sont d'abord vus comme des militants d'un « monde en quête de reconnaissance » (Itçaina, Lafore, Sorbets, 2004), avec toutes les interrogations spécifiques que cela implique en termes de carrières militantes, de rétributions symboliques et matérielles de l'engagement, des régimes de justification mobilisés. Retrouve-t-on des logiques militantes dans l'ensemble d'un champ qui va du mutuellisme au commerce équitable, en passant par les coopératives de production et les entreprises d'insertion ? En quoi l'engagement dans l'économie sociale et solidaire s'articule-t-il à d'autres registres militants (Guérin, 2003), dont certains peuvent se fonder sur un argument territorial, comme dans le cas des mobilisations régionalistes ou dans les initiatives cherchant à résoudre des conflits territorialisés (Mc Call, Williamson, 2001) ? Dans quelle mesure la variable territoriale est-elle pertinente au moment de fonder la démarche comparative sur l'observation des militantismes ?

³ « Parler en termes d'idéologie », souligne Philippe Braud, « c'est souligner le caractère engagé de ces croyances, mettre l'accent sur les usages conflictuels qui en sont faits par les acteurs politiques » (Braud, 2004, p. 258). Au contraire, « raisonner en termes de culture, c'est se placer doublement sur un terrain de 'neutralité' : à la fois dans le fait de considérer tous ces systèmes de croyances avec la distanciation clinique de l'ethnologue familier du relativisme ; et dans le fait de suggérer que ces schémas s'imposent davantage par des mécanismes rationnels (réponses adaptées à l'environnement ou aux situations vécues dans 'la société') plutôt que par violence symbolique, c'est-à-dire effets de domination exercés au sein de cette société par des catégories sociales hégémoniques » (ibid.)

3. Économie sociale et solidaire et recompositions multiniveaux de l'action publique territoriale.

En quoi les organisations de l'économie sociale et solidaire sont-elles restructurées, consolidées ou altérées par des processus d'institutionnalisation ? En quoi la territorialisation de l'action publique, variant selon les contextes nationaux, induit-elle un rapport différent aux organisations d'économie sociale et solidaire ? Quelle est la place de l'économie sociale et solidaire dans le développement local (Demoustier, 2004) et dans les recompositions multidimensionnelles des politiques territoriales (Douillet, 2003) ? L'approche en termes de politiques publiques considère de plus en plus l'économie sociale et solidaire au titre d'organisations interagissant dans la gouvernance à niveaux multiples des territoires, du local au global. On peut, dans cette optique, intégrer les organisations d'économie sociale et solidaire dans une analyse séquentielle ou stratégique de l'action publique, et se demander dans quelle mesure ces organisations influencent l'agenda politique et prennent part au référentiel (au sens d'ensemble de perceptions, de normes et de valeurs à partir duquel se trouvera construit un problème à traiter et définis les cadres de l'action envisageable) qui fondera la politique publique locale, nationale ou transnationale. Une telle approche a pu servir de fondement à des comparaisons internationales récentes, comme entre la France et le Brésil (Carvalho, Laville, Magnen, Medeiros, 2005). Les analyses de la territorialisation des politiques sectorielles de l'État se penchent également de plus en plus sur les organisations d'économie sociale et solidaire, surtout lorsque celles-ci sont concernées au premier plan par l'externalisation des politiques d'emploi et de formation (Berthet, 2004). Seront sollicitées à ce titre aussi bien des recherches focalisées sur l'action publique, notamment sur le lien entre politiques d'emploi et marchés locaux du travail, que des travaux partant de l'analyse territoriale et sectorielle des expériences d'économie sociale et solidaire. Économistes, politistes et sociologues pourront ainsi dialoguer à partir de cette double entrée.

4. L'eupéanisation des dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire.

Un quatrième axe de réflexion sera consacré aux effets de l'eupéanisation sur les usages territoriaux de l'économie sociale et solidaire. Par eupéanisation, on entend qualifier un double phénomène. D'une part, on analysera les effets territoriaux des dispositifs d'action publique mis en place à l'échelle de l'Union européenne en matière d'économie sociale et solidaire. D'autre part, on s'interrogera sur le degré d'eupéanisation de l'action collective des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Sans réduire la palette identitaire de ces organisations à celle de simples groupes d'intérêts, il s'agira cependant de considérer quels sont les usages stratégiques de l'internationalisation qui sont mobilisés par les acteurs coopératifs, associatifs et mutuellistes. Les coalitions et rapprochements s'effectuent-ils sur une base statutaire (par exemple, à l'échelle d'un mouvement coopératif européen) ou plutôt sectorielle, la spécificité juridique de l'économie sociale pouvant, du même coup, être stratégiquement mise au second plan ? Observe-t-on, en écho aux analyses en termes d'« eupéanisation par le bas » (Pasquier, Weisbein, 2004) des contrastes significatifs entre divers territoires, en particulier à l'échelle des régions ? Dans quelle mesure ces traductions territoriales de l'eupéanisation jouent-ils sur la convergence ou la divergence des différents modèles nationaux du « tiers-secteur » (Evers, Laville, 2003) ? Les approches comparatives, confrontant les différents modèles européens (Europe du Nord, Europe du Sud, Europe centrale et orientale) seront particulièrement sollicitées.

Références :

Agrikoliansky Éric, Fillieule Olivier, Mayer Nonna (dir.) (2005), *L'Altermondialisme en France : la longue histoire d'un nouveau mouvement*, Paris, Flammarion.

Agrikoliansky Eric, Sommier Isabelle (dir.) (2005), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, la Dispute.

Amintas, A., Gouzien, A., Perrot, P. (dir.) (2005), *Les chantiers de l'économie sociale et solidaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Bagnasco, Arnaldo (1993), *La construction sociale du marché : le défi de la Troisième Italie*, Paris, ENS Cachan.

Barrere C., Barthelemy D., Niedy M., Vivien F.-D., *De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine?*, Paris, L'Harmattan, collection Gestion de la culture, 2005.

Berthet, Thierry (dir.) (2004), *Des emplois près de chez vous ? La territorialisation des politiques d'emploi en questions*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux.

Bessette, J.-M. ; Guinchard, C. ; Goutas, A. (collab.) (2003), *L'Économie sociale et solidaire dans le cadre de Rhin Sud et à Besançon : des tactiques ponctuelles aux stratégies de développement* Recherche coordonnée par l'Institut supérieur social de Mulhouse en collaboration avec l'Université de Franche-Comté, Rapport de recherche Programme MiRE-DIES « L'économie sociale et solidaire en Région ».

Braud, Philippe (2004), *Sociologie politique*, 7^e éd., Paris, LGDJ.

Carvalho de França Filho Genauto, Laville Jean-Louis, Magnen Jean-Philippe, Medeiros Alzira (dir.) (2005), *Action publique et économie solidaire : une perspective internationale*, Ramonville Saint-Agne, Eres.

Chopart, J.-N., Neyret, G., Rault, D. (dir.) (2006), *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches ».

Demoustier, D. (coord.) (2004), *Économie sociale et développement local*, Les cahiers de l'économie sociale, n°3, Paris, Institut d'économie sociale.

Douillet, A.-C. (2003), « Les élus ruraux face à la territorialisation de l'action publique », *Revue française de science politique*, 53(4), p. 583-606.

Evers, A., Laville J.-L. (2003), *The Third Sector in Europe*, Cheltenham, Edward Elgar.

Gouzien, A. (2007), « Les coopératives maritimes dans les dynamiques de territorialisation de la socio-économie des pêches cornouaillaises », dans Itçaina, X., Palard, J., Ségas, S. (dir.),

Régimes territoriaux et développement économique, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (à paraître).

Guérin, I. (2003), Femmes et économie solidaire, Paris, la Découverte, MAUSS, SED.

Itçaina, X., Lafore, R., Sorbets, C. (dir.) (2004), Un monde en quête de reconnaissance. Usages de l'économie sociale et solidaire en Aquitaine, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux.

Itçaina, X., Palard, J., Ségas, S. (dir.) (2007), Régimes territoriaux et développement économique, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (à paraître).

Lévesque, B., Bourque, G. L., Forgues, É. (2001), La Nouvelle sociologie économique, Paris, Desclée de Brouwer.

Martin, D.-C. (2002) (dir.), Sur la piste des OPNI (objets politiques non identifiés), Paris, Karthala (Recherches internationales), 2002.

Mc Call, A., Williamson, A. (2001), "Governance and Democracy in Northern Ireland : The Role of the Voluntary and the Community Sector after the Agreement", Governance, 14(3), p. 363-383.

Neveu, Éric (1996), Sociologie des mouvements sociaux, Paris, la Découverte.

Pasquier, R., Weisbein, J. (2004), « L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration européenne », Politique européenne, n°12.

Ritaine, É. (1989), « Le marché localisé ? Leçons italiennes sur le développement régional », Revue française de science politique, 39 (2), p. 154-177.

Ritaine, É. (2001), « Cherche capital social, désespérément », Critique internationale, n°12, p. 48-59.